

Les Cahiers du Cercle Orion

Regards mensuels sur un thème actuel

Guerre en Ukraine vers un nouveau XXI^e siècle

L'ÉVÉNEMENT
À SUIVRE

Un automne de COP

CHOSSES LUES,
CHOSSES VUES

Ramenevovons
"La Belle époque"

La nostalgie de l'empire

Thibault HERRMANN

La guerre en Ukraine,
révélateur des faiblesses
de notre économie

Léa SCHÜLER-ALLAL

Le monde d'après ...
la grande bascule

Aymeric DELON



CERCLE ORION
CLUB POLITIQUE & D'INFLUENCE INDÉPENDANT

LE RÉVEIL DES NATIONS

AYMERIC DELON

Si les grands destins se révèlent dans les circonstances, il en va de même des peuples. L'Ukraine, par son courage, suscite l'admiration comme elle nous oblige. Elle a montré aux idéologues de la gauche que le concept de Nation n'est pas dépassé. Loin de là, l'ancrage à l'identité, à l'Histoire, au territoire, demeure malgré les grandes causes morales et le sans-frontiérisme.

La guerre en Ukraine poursuit la bascule intellectuelle entamée par la crise sanitaire sur l'importance de la Nation. Comme échelle et comme projet, car elle est fruit de l'Histoire et unit les peuples par des héritages communs créant une solidarité et une fierté intemporelles.

La protection de la Nation implique aussi le retour du politique mais aussi d'un mot sorti des antiquités de l'Histoire (et désormais presque même galvaudé) : la **souveraineté**. Le devoir aujourd'hui de la politique est de nous protéger. Protéger nos frontières comme notre modèle social, protéger notre identité comme nos valeurs, protéger nos entreprises comme nos services publics. L'Europe doit aussi désormais pleinement s'inscrire dans cette logique, si elle ne veut pas se condamner à l'impopularité et l'impuissance.

Nous vivons un *momentum* majeur pour repenser la (géo)politique de demain. Avec l'ordre, le mérite, l'engagement ou encore le progrès, la souveraineté est pleinement au cœur des valeurs intellectuelles qui innervent le Cercle Orion.

Nous devons *a minima* à l'Ukraine, et au-delà à nos jeunes et futures générations, de réaffirmer et raffermir la souveraineté, intelligemment mais sans demi-mesure. Tel doit être le *leitmotiv* du nouveau XXIe siècle.

SOMMAIRE

Dossier

Guerre en Ukraine : la "grande bascule"

3 La nostalgie de l'empire
par Thibault HERRMANN

10 La guerre en Ukraine :
révélateur des faiblesses de
notre économie
par Léa SCHÜLER-ALLAL

12 Le monde d'après ... la
grande bascule
par Aymeric DELON

Rubriques

L'évènement à suivre

15 Un automne de COPs
COP 27 climat & COP 15 biodiversité

Choses lues, choses vues

16 La France d'avant crise
*"La Belle époque", un livre de
Franz-Olivier GIESBERT (2022)*

LA NOSTALGIE DE L'EMPIRE

THIBAUT HERRMANN

Résumé :

La guerre déclenchée le 24 février dernier par Vladimir POUTINE s'inscrit dans un contexte d'expansion du pouvoir russe dont la compréhension nécessite la mise en perspective historique et géostratégique. La Russie voulue par POUTINE est l'Empire des Tsars, étendant son pouvoir sur des satellites partageant la culture slave.

« Nous espérons fermement que chez tous ces peuples [africains], l'ordre et le progrès s'instaureront en définitive, malgré l'empire soviétique qui non content de coloniser 40 millions de musulmans asiatiques et caucasiens, et d'asservir une bonne douzaine de peuples qui lui sont complètement étrangers, encourage et exploite toutes les secousses pour prendre pied dans les pays troublés. »(1) Comme l'a fait remarquer Charles DE GAULLE dans ses vœux aux Français pour l'année 1961, la Russie dans son Histoire contemporaine s'est construite par l'Empire, c'est-à-dire par la domination politique et culturelle d'une Nation sur des peuples et des ethnies qui lui sont « complètement étrangers », de l'obtention de la Pologne sous le nom de « Royaume du Congrès » au congrès de Vienne en 1815 à la conquête du Caucase dans une perspective de civilisation chrétienne en 1813 et 1826, de la répression de l'insurrection de Budapest en 1956 à l'intervention en Afghanistan pour y soutenir le régime communiste en 1979.

—

(1) Vœux de Charles De Gaulle, Président de la République, pour la nouvelle année 1961, prononcés le 31 décembre 1960 : Charles de Gaulle - paroles publiques - Vœux pour l'année 1961 (ina.fr)

Dans ce contexte, l'invasion de l'Ukraine par la Russie depuis le 24 février 2022 s'inscrit dans la perspective d'une « Grande Russie », c'est-à-dire du modèle d'Empire tsariste ayant précédé l'Union soviétique. Ainsi en attestent les déclarations successives de Vladimir Poutine. Alors qu'il considère que la chute de l'URSS, dont l'indépendance des Républiques soviétiques à l'Ouest de la Russie et la perte de la façade occidentale façonnée depuis le XVII^{ème} siècle, « a été la plus grande catastrophe géopolitique du [XX^{ème}] siècle », (2) il n'en demeure pas moins que « celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur, celui qui souhaite sa restauration n'a pas de tête ». (3) Ce discours nostalgique se conjugue à une rhétorique présentant l'OTAN, amalgamée aux Etats-Unis d'Amérique, comme le principal rival systémique du pays en raison de l'extension de l'Alliance atlantique aux anciens membres du Pacte de Varsovie (Pologne, Roumanie...) mais aussi aux anciennes Républiques soviétiques baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), frontalières de la Russie. (4)

Or, il existe depuis Pierre le Grand dans les milieux intellectuels russes un clivage entre les occidentalistes, partisans du rapprochement culturel voire politique avec les valeurs dites libérales du reste de l'Europe, et les slavophiles, partisans de la singularité de la culture slave et de l'Eglise orthodoxe.

—

(2) Adresse annuelle à la Nation russe du 24 avril 2005 : Vladimir POUTINE : "La chute de l'URSS a été la plus grande catastrophe géopolitique du siècle" | INA

(3) Russie : Poutine ressuscite l'URSS - Le Parisien, article du 5 avril 2014.

(4) Discours de Vladimir POUTINE annonçant l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022

Dès lors que l'OTAN, alliance militaire nucléaire reposant sur le devoir de défense mutuelle, est perçue comme la plus grande menace, la politique diplomatique et militaire de POUTINE exprime clairement la position slavophile : il faut rejeter les valeurs occidentales et soumettre les peuples slaves. D'autres peuples, notamment ceux d'Asie centrale, sont susceptibles de faire l'objet du même sort en raison de l'héritage soviétique et du complément « néo-eurasiste » à la doctrine slavophile, prôné par le principal théoricien actuel de l'impérialisme russe Alexandre DOUGUINE, ayant appelé de ses vœux l'extermination des Ukrainiens (5) et visé par un attentat ayant tué sa fille le 20 août dernier.

La question n'est donc pas de savoir si la Russie de POUTINE continuera d'avancer militairement vers l'Ouest (et le Sud) mais de savoir où, quand et comment. L'article 5 du traité de Washington, fondateur de l'OTAN, en est le déterminant essentiel du fait de la dissuasion nucléaire s'exerçant entre la Russie et les Etats-membres de l'OTAN dotés de l'arme nucléaire (USA, France, Royaume-Uni) : « *Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, [...], assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant [...] telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, [...].* » Face aux pays membres de l'OTAN, seule l'influence politique et la présence de minorités russophones peuvent véhiculer l'impérialisme russe. Quant aux pays non membres de l'OTAN, le degré de considération et d'indépendance stratégique détermine s'il sera fait usage de séduction, de vassalisation ou de brutalisation.

—
(6) Timothy SNYDER, « To Understand Putin, Read Orwell », Politico magazine, 3 septembre 2014 : To Understand Putin, Read Orwell - POLITICO Magazine

Face aux membres de l'OTAN, le droit de passage et les minorités russes

Les ambitions russes mettant en cause directement le territoire souverain de membres de l'OTAN sont connues et concernent les Etats bordant la mer Baltique. Susceptibles d'entraîner une crise nucléaire en cas d'escalade militaire, elles nécessitent la mise en œuvre d'une stratégie d'influence et de pression demeurant sous le seuil de la confrontation directe. La présence de minorités russophones dans les trois Etats baltes alimente la rhétorique victimaire de Poutine, d'autre part la mer Baltique et l'exclave de Kaliningrad demeurent un véritable enjeu d'affirmation de sa souveraineté pour la Russie.

Les minorités russophones dans les Etats baltes

L'Estonie et la Lettonie comportent des populations culturellement et linguistiquement russes appelées les « Russes baltes », localisées dans les régions frontalières avec la Russie. Il s'agit d'environ 12% de la population de Lettonie et de 6% de la population d'Estonie. Tandis que ces populations se trouvaient favorisées dans l'accès à la fonction publique sous l'URSS grâce à la primauté de la langue russe, leur statut a radicalement changé lorsque les Républiques baltes ont accédé à l'indépendance en 1991. Désignés sous le vocable de « non-citoyens d'Estonie et de Lettonie » du fait de la conception ethnique des citoyennetés estonienne et lettone, leurs droits politiques et l'accès à la fonction publique ont été gelés dans la mesure où ils n'avaient pas accompli le processus de naturalisation basé sur la connaissance de la langue et l'assimilation nationale.

Ces minorités constituent un levier de pouvoir pour le Kremlin dans le paradigme slavophile et victimaire, raison pour laquelle le pouvoir estonien est réticent à accorder les droits politiques. Les quelque 90 000 personnes sans nationalité vivant en Estonie se sont vu proposer des passeports russes dans un temps voisin de l'annexion de la Crimée en 2015 et peuvent donc pour certaines voter au consulat de Russie.

Toutefois, la non-citoyenneté des Russes d'Estonie empêche les intérêts russes d'être promus dans les élections politiques, raison pour laquelle la stratégie de déstabilisation russe préfère miser sur les cyberattaques.(6)

La Baltique et Kaliningrad comme foyers de conflit

Si l'oblast de Kaliningrad constitue pleinement un territoire russe entre la mer Baltique, la Lituanie et la Pologne, la combinaison de son caractère isolé, son importance stratégique et les rivalités qui en résultent l'érigent en potentiel foyer de conflit. Ancienne cité prussienne de Königsberg, berceau d'Emmanuel KANT, la ville et sa région sont annexées par l'URSS en vertu des accords de Potsdam de 1945 et intégrées à la République soviétique de Russie, afin de disposer d'un port libre de glace en hiver. Il s'agit dès lors de la seule façade maritime permanente de la Russie à l'Ouest excepté la mer Noire.

Ainsi la présence militaire à Kaliningrad revêt-elle une importance certaine dans la stratégie expansionniste et « slavophile », au point que l'enclave est qualifiée de « porte-avions insubmersible » par l'économiste Vladimir MAU (7). Elle abrite notamment l'état-major de la flotte de la mer Baltique ainsi que des capacités de déni d'accès et interdiction de zone (« A2/AD ») par des missiles anti-aériens susceptibles d'isoler militairement les trois Etats baltes en cas de crise militaire.

—
(6) Suite au déplacement d'une statue mémorielle soviétique à Tallinn en 2007 sur décision du Gouvernement, ce qui a entraîné un épisode de violences de rue entre personnes d'origine russe et groupuscules d'extrême droite estoniens, l'Estonie a été victime de la première cyberattaque massive dirigée contre un Etat. L'Estonie accueille depuis 2008 le « centre d'excellence pour la cyberdéfense en coopération » de l'OTAN.

(7) Kaliningrad : le « porte-avions insubmersible » russe au plus profond du territoire de l'OTAN (theconversation.com) , 5 mai 2022.

L'ancien Président russe MEDVEDEV a également annoncé la présence de missiles « Iskander » pouvant tant véhiculer une charge conventionnelle que des ogives nucléaires, confirme l'importance stratégique de l'enclave. Cette présence a d'ailleurs été renforcée en 2022 par le missile hypersonique Kinjal.

Bien que la mer Baltique soit fermée pour l'armée russe par les détroits danois, cet espace maritime peut servir de zone de patrouille à des sous-marins. Trois d'entre eux ont d'ailleurs été identifiés en 2021 entrant dans la Baltique par le détroit du Grand Belt (8) La Finlande et la Suède, laquelle a rétabli en 2017 son service militaire après l'avoir supprimé en 2010, détectent aussi régulièrement des sous-marins près de leurs côtes (9) et il est peu probable que les coups de semonce tirés contre ceux-ci soient destinés à des bâtiments de l'OTAN.

Si les Etats entourant l'exclave de Kaliningrad décidaient d'en opérer le blocus, par exemple dans le cadre d'une mesure de rétorsion concertée dans le cadre de l'OTAN suite à une action de déstabilisation grave ou de confrontation venant de la Russie, la question du ravitaillement est clairement posée.

L'organisation d'un pont aérien au-dessus du corridor de Suwałki, le long de la frontière lituano-polonaise, à l'instat du pont aérien américain pour Berlin en 1948-1949, semble incertaine compte tenu des capacités avancées en matière de police de l'air déployées par l'OTAN dans les pays baltes (10).

—
(8) Le sous-marin nucléaire russe K-266 Orel a-t-il simulé une avarie dans les eaux du Danemark? - Zone Militaire (opex360.com), 5 août 2021.

(9) La Finlande tente de chasser un mystérieux sous-marin par un coup de semonce (20minutes.fr) , 28 avril 2015.

(10) Otan : Les quatre Mirage 2000-5 français déployés ont Estonie ont eu une activité soutenue - Zone Militaire (opex360.com) , 4 août 2022.

Il n'en demeure pas moins que depuis, mars 2022, la Lituanie empêche le passage de la Russie vers son exclave de Kaliningrad des produits sous sanctions européennes ce qui suscite à Moscou la comparaison avec le blocus de Berlin (11).

En somme, si la mer Baltique et Kaliningrad donnent à la Russie une indéniable capacité de nuisance, celle-ci est limitée aux pays bordant cette mer. Ces Etats disposent, dans le cadre de l'OTAN, d'une capacité de nuisance au moins équivalente. Par conséquent, toute attaque directe contre un membre de l'OTAN entraînant une riposte des Etats membres, il est très peu probable que la Russie lance une action de conquête contre un membre de l'Alliance atlantique à ses frontières même si elle use de sa stratégie d'influence politique et informationnelle.

*

Face aux pays non membres de l'OTAN, séduction, vassalisation ou brutalisation

Parmi les pays non membres de l'OTAN sur lesquels la Russie considère comme légitime d'étendre sa zone d'influence, certains ont conclu des accords de défense *a minima* avec l'OTAN pour refuser cette extension, d'autres ne peuvent que tenir en équilibre sur la corde raide entre l'OTAN et la Russie en se rendant indispensables aux deux, enfin d'autres vivent très bien le fait de tourner le dos à l'Occident pour des raisons politiques ou historiques. Selon le cas, la relation avec la Russie variera du tout au tout, avec dans l'ordre croissant séduction, vassalisation ou brutalisation.

Séduction

Pour maintenir un Etat dans son giron, la Russie dispose entre autres de l'argument de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), un accord de défense permettant l'envoi de troupes (dans les faits, russes) sur le territoire d'un autre Etat signataire pour le défendre face à une agression.

(11) Kaliningrad : le Kremlin dénonce un blocus et menace la Lituanie de représailles (francetvinfo.fr) , 22 juin 2022.

Sont membres de plein droit de l'OTSC, aux côtés de la Russie, trois anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizistan) ainsi que la Biélorussie et l'Arménie.

Après avoir été bombardée par l'OTAN lors de la guerre du Kosovo en 1998-1999, la Serbie qui a pris sa forme actuelle en 2006 conserve un partenariat privilégié avec la Russie en dépit de son statut de candidat à l'entrée dans l'Union européenne. Dans la perspective slavophile, la Serbie slave et orthodoxe libérée du joug ottoman a toujours représenté un partenaire sûr pour étendre le contrôle russe vers l'Ouest et espérer un accès à la mer Méditerranée, là où se situe de nos jours le Monténégro.

Si la Serbie s'est rapprochée du camp occidental suite à la défaite militaire contre l'OTAN au sujet du Kosovo, l'indépendance du Kosovo en 2008, reconnue par la majorité des Etats-membres de l'OTAN, a durablement renforcé l'entente russo-serbe. Depuis 2013, la Serbie est Etat-observateur de l'OTSC et un accueil populaire a été réservé à Vladimir POUTINE lors de sa visite en 2019 (12).

(12) POUTINE accueilli en Serbie par une marée humaine (huffingtonpost.fr) , le 18 janvier 2018.



Aleksandar VUCIC et Vladimir POUTINE lors de la visite du président russe en Serbie en janvier 2019.

Dès lors, la Serbie n'a pas appliqué les sanctions européennes contre la Russie suite à l'invasion de l'Ukraine en dépit de son statut de candidat à l'UE, alors même que la Suisse a transposé dans son droit les sanctions après avoir refusé d'être membre de l'UE. Ces prises de position sont regardées par les Etats d'Europe de l'Est, attachés à la défense collective de l'OTAN, ou candidats à l'être tels que la Bulgarie, la Macédoine du Nord et le Monténégro, comme une marque pro-russe et ces trois Etats ont bloqué l'entrée de l'avion du Ministre russe de Affaires étrangères qui devait se rendre à Belgrade le 06 juin 2022 (13).

Vassalisation

Lorsqu'il existe un risque imminent de renversement du régime ou de nettoyage ethnique, la dépendance à l'égard de la puissance nucléaire est le levier privilégié pour maintenir le *statu quo*. Tel est le cas de la Biélorussie et de l'Arménie, qui figurent toutes deux dans les documents de doctrine nucléaire russes comme des Etats « alliés » susceptibles d'être défendus par des forces nucléaires. Ainsi la Russie se pose-t-elle en garantie suprême de la pérennité d'un régime politique qui devient condamné à agir selon la volonté du suzerain.

(13) Ukraine. Espace aérien fermé à l'avion de LAVROV : Moscou fustige une mesure « scandaleuse » (ouest-france.fr) , le 6 juin



Les Etats-membres de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC).

La Biélorussie, présidée depuis 1994 par Alexandre LOUKACHENKO, n'a jamais manifesté l'intention de quitter le giron russe. Membre fondateur de la Communauté des Etats indépendants, de l'OTSC, elle est engagée dans un accord politique confédéral, l'Union de la Russie et de la Biélorussie, qui vise d'après les traités afférents à établir une union politique, monétaire et à instaurer la libre circulation des personnes. Fragilisé par la contestation suite aux élections présidentielles de 2020, dont le résultat demeure non reconnu par les puissances occidentales, Alexandre LOUKACHENKO a su compter sur Vladimir POUTINE pour lui assurer un soutien international.

Loin d'être désintéressé, le soutien du Kremlin au régime biélorusse s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique visant à la réintégration de la Biélorussie dans l'Etat russe. L'invasion de l'Ukraine par la Russie s'appuie en partie sur le territoire biélorusse, la colonne d'invasion visant à prendre la capitale Kiev ayant pour point de départ la forêt biélorusse. Trois jours après le début de l'opération, la Biélorussie vote par référendum, le 27 février, une révision constitutionnelle supprimant entre autres l'interdiction faite au pays d'héberger des armes nucléaires. Ainsi, la situation juridique biélorusse interne est-elle mise en conformité avec les documents stratégiques russes et les accords militaires entre ces deux pays. L'interopérabilité militaire atteint un stade supplémentaire avec l'annonce de la création d'un groupement conjoint de militaires russes et biélorusses sous commandement russe pour défendre la frontière, en octobre 2022.

L'Arménie est également un élément-clé du dispositif russe dans le Caucase car elle est le seul des trois Etats de la région à avoir conservé des bases militaires russes hors occupation de l'Ossétie-du-Sud et de l'Abkhazie. Encadrée à l'ouest par la Turquie, membre de l'OTAN sur lequel s'appuient les Etats-Unis pour se positionner au Moyen-Orient, et par l'Azerbaïdjan à l'est, deux pays de culture turque coopérant militairement,

elle se voit comme l'ennemi à abattre pour ces deux puissances musulmanes qui ont toujours glorifié le génocide de 1915 et rêvent d'établir un corridor terrestre d'Ankara à Bakou. En raison de la prise de pouvoir en 2018 du libéral Nikol PACHINIAN qui a mis à l'index les barons politiques favorables aux intérêts russes et perçus comme corrompus par la population, la Russie n'a pas réagi lors de l'attaque azérie contre le territoire peuplé d'Arméniens du Haut-Karabagh en 2020. Seulement lorsque la défaite était actée et que l'armée arménienne risquait d'être encerclée, le Kremlin a imposé un cessez-le-feu entérinant la perte de la moitié du Haut-Karabagh et déployé une force de maintien de la paix. Ainsi, le vassal qui tendrait à prendre ses distances le paierait au prix fort.

Brutalisation

Lorsque la séduction ou la vassalisation ne produisent aucun effet, l'impérialisme russe emprunte la voie de la brutalisation. Depuis la seconde guerre de Tchétchénie, la stratégie militaire conventionnelle russe est portée sur le bombardement à outrance pour terroriser les populations civiles comme en témoigne le bombardement sur Grozny du 21 octobre 1999.

Cette stratégie directe est donc d'abord utilisée contre ceux qui cherchent à conquérir le territoire souverain russe puis celui de populations ethniquement russes ou slaves, en témoignent les onflits ayant conduit aux déclarations d'indépendance unilatérales de l'Abkhazie et de l'Ossétie-du-Sud suite à leur défense face aux troupes géorgiennes en 2008. Lors de ce conflit, l'armée russe s'est emparée de Gori, la ville natale de Staline, menaçant la capitale Tbilissi en signe d'intimidation avant de se retirer en vertu du cessez-le-feu.

La possession de ports militaires permanents dans la mer Méditerranée (Tartous notamment), sur la côte syrienne, représentait un enjeu stratégique à défendre face aux milices islamistes menaçant le pouvoir de Bachar AL-ASSAD. Les mêmes types de bombardement, attribués au commandant de l'opération, le général DVORNIKOV, sont observés à Alep.

Toutefois, seule l'Ukraine fait depuis le 24 février 2022 l'objet d'un plan de conquête et de destruction en tant qu'Etat souverain. Du moins, la stratégie initiale consistait-elle à s'emparer de Kiev pour y installer un gouvernement fantoche et conquérir l'ensemble des zones russophones (22 % de la population) sans nécessairement conquérir la partie occidentale du pays. La victimisation des russophones propagée par le pouvoir russe se basait sur trois facteurs. Tout d'abord, le régime linguistique de l'Ukraine, où la langue russe est bannie de l'administration depuis 2019, discriminerait les russophones selon le Kremlin. De plus, le rapprochement de l'Ukraine vis-à-vis de l'OTAN entraînerait un risque stratégique de déploiement de forces hostiles à la Russie au plus près de ses frontières. Enfin, est mis en avant le ressentiment suscité par l'incendie de la maison des syndicats d'Odessa le 2 mai 2014, dans un contexte d'émeutes urbaines, ayant causé la mort de 32 militants opposés au mouvement Euromaïdan qui tendait au rapprochement avec l'UE.

Préoccupation majeure du Kremlin, les élargissements de l'OTAN et de l'UE ainsi que la politique de voisinage de l'UE concernent l'ensemble des Etats sur lesquels la Russie n'a pas affermi sa mainmise. Ainsi, la Transnistrie, république autoproclamée sur le territoire de la Moldavie, soutenue par la Russie qui y dispose d'une base militaire héritée de l'époque soviétique, aurait-elle représenté un enjeu symbolique indéniable si les forces russes étaient parvenues à faire sauter les verrous stratégiques de Mykolaïv et d'Odessa. Là encore, ce territoire russophone déstabilise la Moldavie qui tente de se rapprocher de l'UE et de l'OTAN.

Enfin, alors que les relations russo-serbes sont manifestement au beau fixe, le Monténégro, ancienne façade maritime de la Serbie ayant déclaré son indépendance en 2006, a fait l'objet d'une tentative de coup d'Etat en 2016. Des militants politiques et d'anciens fonctionnaires défavorables à l'entrée du pays dans l'OTAN sont arrêtés et poursuivis en justice.

Ayant adopté unilatéralement l'euro (après le mark allemand) comme monnaie nationale sans faire partie de l'Eurosystème, le Monténégro se démarque en effet de son voisin serbe en matière de politique extérieure du fait de sa plus grande proximité avec le Kosovo. Le Monténégro ayant adhéré à l'OTAN en 2017, il s'agit d'un camouflet pour les techniques tendant à influencer un acteur géopolitique depuis l'extérieur et par la force pour le faire basculer dans un camp.

*

En conclusion, les armes militaires, religieuses, mémorielles servent en Russie à la nostalgie de l'Empire. Si différentes stratégies sont susceptibles d'être mises en œuvre pour parvenir à l'expansion du pouvoir russe hors de ses frontières, les penchants impérialistes exploitent les sentiments de victimisation ou de nostalgie du passé pour ressusciter la grande Russie. Lorsque la Russie a installé sa puissance dans une terre slave par le positionnement de ses forces armées, elle considère avoir accompli un acte de résistance face à l'avancée du bloc occidental. La thèse slavophile l'emporte sur la thèse occidentaliste au profit de Vladimir POUTINE.

Les Présidents russe, Vladimir POUTINE, azéri, Ilham ALIYEV et le Premier ministre arménien, Nikol PACHINIAN, à l'occasion du sommet de Sotchi du 31 octobre 2022 portant sur la question de la paix au Haut-Karabagh.



LA GUERRE EN UKRAINE : RÉVÉLATEUR DES FAIBLESSES ET DÉPENDANCES DE NOTRE ÉCONOMIE

LÉA SCHÜLER-ALLAL

Résumé

La crise sanitaire avait donné toutes les conséquences économiques d'une guerre, sans guerre au sens premier du terme. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a, quant à elle, consacré le basculement vers une économie de guerre mettant encore plus en avant les faiblesses et dépendances de l'économie française.

Pour faire face à un semblant d'économie de guerre ...

Deux ans après le début de la crise de la Covid-19, l'économie française semblait renouer avec un retour à la normalité. Mais la conjonction de la crise sanitaire avec celle de la guerre sur le sol européen, est un intense catalyseur des faiblesses et dépendances que connaît l'économie française, mais aussi les autres économies européennes.

Le retour de l'inflation

La France avait il y a encore peu des difficultés à suivre le taux d'inflation cible de la BCE de 2%. Elle a dorénavant du mal à rester en-dessous, à l'instar de l'ensemble des autres pays européens (quoique mieux).

Dans la zone euro, l'inflation dépasse les 10% sur le mois d'octobre 2022. Cette forte augmentation est notamment portée par un rebond des prix de l'énergie : sur un an, l'inflation de ces produits atteignait 42%. Les produits alimentaires ont vu leur prix augmenter de 13% sur un an, de même que les biens industriels hors énergie - 6% - et les services - 4% sur un an. La France fait quant à elle preuve de bonne élève, avec le plus bas taux d'inflation à 7,1%, notamment soutenue par d'offensives et multiples politiques budgétaires .

Les ruptures d'approvisionnement

L'énergie (50% du gaz et 80% du charbon consommés dans l'Union Européenne vient de Russie, même si la France est une des moins dépendantes) et l'alimentation (la Russie et l'Ukraine produisent par exemple 15 % du blé mondial et plus de 70 % de l'huile de tournesol) sont au cœur des interrogations publiques et politiques. Les augmentations brutales de prix ont un impact sur les coûts de production de la quasi-totalité des entreprises et notamment industrielles, agricoles et agroalimentaires, avec un risque de déstabilisation d'une grande majorité des filières et par conséquent de la vie quotidienne.

Le spectre d'un retour au rationnement est de plus en plus visible, le gouvernement préparant de plus en plus les esprits à une telle situation : « Notre pays a été soumis d'abord à une hausse des prix de l'énergie, qui est largement conduite par une reprise de l'activité moscovite très intense, situation qui a été ensuite aggravée par la guerre par la Russie en Ukraine. Et ce, compte tenu de ce que représente la Russie sur le marché des énergies fossiles, qu'il s'agisse du gaz comme du pétrole. Début 2022, je veux ici rappeler la situation, 25 % de toute l'énergie européenne était du gaz, et 50 % de ce gaz venait de la Russie. C'est la situation. » (Emmanuel MACRON). Est-ce que l'appel à la « sobriété énergétique » saura porter ses fruits ? Rien n'est pour le



Le président Emmanuel MACRON présentant le 10 février 2022 son plan de relance du nucléaire français

Un repli des marchés financiers

La première semaine de la guerre entre Russes et Ukrainiens avait fait plongé les bourses européennes dans une semaine noire. La pire semaine même pour l'indice CAC 40 depuis mars 2020 : l'indice parisien a perdu en cinq séances près de 10% (et près de 5% sur la seule séance de vendredi). Au-delà des menaces certaines pesant sur la dépréciation des actifs russes des entreprises européennes (e.g. Société Générale, Danone), c'est le risque d'un désordre économique mondial, maintenant cristallisé en Europe, qui joue comme un catalyseur sur les décisions prises par les investisseurs de plus en plus frileux.

Le blocage des avoirs détenus par la Banque centrale russe dans les autres banques centrales a rompu également le principe de la « mondialisation heureuse » et de la confiance de paix dans les échanges en militarisant la monnaie, laissant planer une forme de défiance des investisseurs et un retrait partiel des capitaux, pourtant nécessaires au développement des entreprises et de l'économie.

... renforçons avant tout notre résilience nationale et européenne

Encore et toujours, martelons l'indépendance énergétique

L'envolée des prix de l'énergie est largement responsable de l'inflation récente. Même si celle-ci a su être limitée par un bouclier tarifaire plafonnant les prix du gaz et de l'électricité depuis octobre 2021 ainsi que des aides financières ponctuelles pour les moins aisés, l'énergie est le poste pesant le plus sur le pouvoir d'achat des ménages français.

Il est aujourd'hui plus que nécessaire d'investir dans la production nationale. Le programme nucléaire a été relancé à Belfort en février dernier, permettant d'augmenter de 60% la production électrique nationale en construisant six nouveaux réacteurs nucléaires, avec une première entrée en service dès 2035. L'exécutif s'est engagé également à étudier la construction de huit autres EPR avant 2050. En plus de ce projet, le gouvernement souhaite construire cinquante parcs éoliens et multiplier par dix la production solaire d'ici 2030.

Ainsi, seuls des investissements nationaux et européens en faveur de l'indépendance énergétique permettront de lutter durablement contre la hausse du prix de l'énergie et d'éviter de nouveaux chocs énergétiques désastreux comme dans les années 1970. Il s'agit certes d'une politique de long-terme, « *il est des choix qui engagent la Nation sur le temps long : plusieurs décennies, parfois un siècle. Les choix qui concernent l'énergie, l'investissement dans les infrastructures sont de ceux-là* » (Emmanuel MACRON), mais seule une politique d'une telle envergure saura répondre aux problématiques actuelles et futures de l'autonomie énergétique, industrielle et géopolitique de la France.

Penser autonomie européenne

Comme le soulignait Friedrich NIETZSCHE, « *l'indépendance est le privilège des puissants* ». La crise sanitaire, et maintenant la crise ukrainienne, ont souligné l'importance de la maîtrise des chaînes de valeurs. Une Europe puissante et autonome ne peut être qu'une Europe ayant le contrôle sur sa production économique et industrielle.

L'Union européenne doit savoir assurer son autonomie industrielle. Ceci signifie que chacun des Etats membres ne peut pas, bien évidemment, effectuer cette démarche seul et qu'il doit s'inscrire dans une réponse globale de l'Union européenne, considérant que les produits importés de l'UE sont des produits dont la production est certaine. Il est donc nécessaire que l'ensemble des pays européens se coordonnent pour assurer leur indépendance économique.

Pour éviter toute méprise, cela n'appelle pas à un protectionnisme absolu. Il s'agit de prôner un libéralisme commercial qui émancipe les économies, mais cesse désormais de les vulnérabiliser. En effet, il convient de s'écarter des dogmes de la mondialisation effrénée dans un monde de plus en plus incertain, dogmes qui ont conduit nos dirigeants à démanteler lentement mais sûrement notre industrie. Notre avenir comme puissance en dépend.

LE MONDE D'APRÈS ... LA GRANDE BASCULE

AYMERIC DELON

Résumé

L'heure est à la grande bascule. Le 24 février 2022 fut la fin d'un renversement paradigmatique : la "mondialisation heureuse" n'est plus, la poly-guerre est là. Dans ce contexte, il convient de plaider pour une rupture de la doctrine historique des institutions européennes et de nos gouvernements. Alors que Bruxelles s'est toujours refusée à une approche confrontationnelle de ses politiques et que nous avons longuement ignoré et fait prospérer nos vulnérabilités, il convient maintenant de penser à notre autonomie stratégique, au risque sinon de saper durablement notre propre souveraineté.

A l'heure de la "grande bascule" ...

L'ère de la "poly-guerre"

La guerre est désormais omniprésente : guerre au sens traditionnel du terme, aux "marches" (étymologie du mot "Ukraine") de l'UE et de la Russie ; guerre économique, avec la bataille des savoirs, des compétitivités socio-fiscales, des barrières douanières, etc ; guerre technologique, sur les infrastructures, le monde numérique ou encore les systèmes militaires ; guerre culturelle, avec une lutte contre les valeurs occidentales, jugées impérialistes, par des puissances qui pourtant œuvrent pour s'accaparer l'hégémonie des Etats-Unis dans une logique thucydienne (Graham ALLISON, *Le Piège de Thucycide*) ; guerre politique, avec comme canal favori les réseaux sociaux pour propager fausses nouvelles et vulnérabiliser les démocraties via leurs procédures électorales. Bref, le monde actuel est résolument en "poly-guerre". Nonobstant les tragiques terrains de conflits où les victimes bien réelles s'accumulent, cette "poly-guerre" demeure



Vladimir POUTINE et XI Jinping à Pékin le 04 février 2022

généralement froide. Cependant, elle nous menace, jusqu'à mettre en péril nos valeurs et infrastructures essentielles. Nous voici en train de vivre une "grande bascule" géopolitique — pour reprendre le syntagme devenu célèbre d' Emmanuel MACRON prononcé fin août.

Vers deux possibles "fins de l'Histoire"?

Ce contexte a balayé l'hypothèse optimiste de "fin de l'Histoire". Son concepteur, alors dans le contexte de la chute de l'URSS, Francis FUKUYAMA, a livré un entretien dans le dernier numéro paru de la si lumineuse revue *Commentaire* (n°179). Il prévient d'un risque majeur : si pour lui l'aboutissement de l'Histoire se traduit par l'avènement unique de la démocratie libérale, jugée le seul régime stable dans la durée aujourd'hui (ce qui n'empêche donc l'existence de [...])

[...] pouvoirs autoritaires toutefois continûment menacées : MACHIAVEL dans Le Prince soulignait déjà cette vulnérabilité ontologique), le modèle chinois (en ce contexte post-XXe Congrès du Parti communiste chinois) semble dessiner un contre-système stable.

La sinologue française Alice EKMAN, dans un entretien récent à la salubre émission *Le Dessous des Cartes* (Arte, émission "Spéciale Chine", 15 oct. 2022), estimait que le monde actuel prend la route d'une scansion bipolaire du monde, en deux blocs incompatibles, sûrement structurellement plus profonde et durable que lors de la Guerre froide ...

Une exigence ... d'être à rebours de la doxa européenne jusqu'à alors dominante

Dans ce contexte, l'Occident a une responsabilité historique au nom de ses valeurs : "endiguer" l'extension grandissante de l'influence de Pékin. Or, le logiciel européen est résolument ancré dans le pacifisme, dans le refus de tout protectionnisme, prônant une doxa aujourd'hui de loin dépassée. L'inertie du Berlaymont nous laisse présager que l'UE prendra du temps à se saisir de ce nouveau paradigme. Or, le Cercle Orion, par son devoir de lucidité, veut faciliter cette tectonique idéologique et rompre avec la naïveté européenne. L'UE s'est toujours refusée à une approche confrontationnelle dans ses politiques : il est grand temps de bousculer résolument cette doctrine.

... bousculons la doctrine établie : soutenons désormais une souveraineté moderne !

Des premières avancées depuis Bruxelles

L'UE a commencé à rompre avec sa naïveté historique.

- D'un point de vue commercial, les instruments de défense se renforcent continuellement depuis les deux dernières commissions. La nomination d'un procureur commercial en 2020 incarne ce changement de cap. Toutefois, cette logique se cantonne qu'à un (nécessaire) respect de la réciprocité des accords : encore convient-il de protéger offensivement notre marché européen.

- D'un point de vue géopolitique, la constitution en 2017 de la coopération structurée permanente en matière militaire puis d'une "Facilité européenne pour la paix" en 2021 (activée dans le cadre du conflit ukrainien) montrent une prise de conscience. Cela doit résolument se conforter alors que les Etats-Unis ont structurellement les yeux ailleurs, en raison de leur politique continue du "pivot asiatique" (2011), et que le retour d'un Donald TRUMP dont l'approche transactionnelle - appelant au "burden sharing" (partage du fardeau) quant à l'OTAN - menace la pérennité de l'Alliance transatlantique.
- D'un point de vue stratégique, les annonces par exemple de la mise en place d'une constellation satellitaire européenne ou d'un fonds pour la sécurisation de l'approvisionnement (voire du renouveau minier en Europe) des métaux stratégiques constituent un pas salubre.

Des défis majeurs qui nous restent pour rompre avec l'écueil pluri-décennal français et européen : l'exemple du nucléaire français ...

Or, nous sommes confrontés au mur de nos illusions, ce que Jacques DE LAROSIERE appelle "nos 40 ans d'égarements économiques". L'exemple de la filière nucléaire française est significatif à ce propos (cf. Public Sénat "Nucléaire : les défis de la relance", 2022,). Le déclin de la filière nucléaire française, fleuron jaloué dans le monde entier (la France vantait jadis son programme nucléaire national devant le Congrès américain!), résulte d'une série de décisions politiques hasardeuses, parfois même politiciennes, qui s'est suivi d'un délitement progressif et grave des compétences nécessaires. Or, aujourd'hui, alors que plus de la moitié de nos réacteurs sont à l'arrêt, que notre indépendance énergétique s'avère plus que jamais nécessaire et que la "falaise" de la mise à l'arrêt d'une génération entière de réacteurs approche, nous sommes en panne de compétences (ce que révèle les rapports successifs d'EDF et de l'Autorité de sûreté nucléaire) que seules des années de formation et d'expérience sur le terrain pourront compenser. [...]

[...] Peut-être allons-nous devoir appeler des ingénieurs et techniciens chinois pour nous aider ... ? La relance du nucléaire décidée par le président de la République est nécessaire, mais bien trop tardive (comme, dans un autre domaine certes, s'agissant de la sécurité des Français).

... ou encore de l'agro-alimentaire français

L'objectif du Cercle Orion n'est pas de caresser quiconque dans "le sens du poil", d'épouser une doxa. Notre méthode, c'est la responsabilité, donc la lucidité, et donc accepter de dire les choses, clairement sans ambages mais absolument avec rigueur. Or, s'agissant de notre déclin, les faits sont là, criants et s'accumulant. Nous avons oublié de penser jusqu'à nos intérêts vitaux. Ainsi, la France, historique fer de lance agricole, importe aujourd'hui 40% de sa consommation de fruits, 60% de celle de légumes, 50% de volaille et 25% devienne bovine. La France tend vers une rapide insécurité alimentaire ...

Pour une politique stratégique de souveraineté ...

Soyons prescriptifs pour conclure. Dans les grandes lignes, nous devons rebâtir une France puissance, une Europe stratège, que nos gouvernements successifs ont laissé dépérir. A l'instar du plan à horizon 2049 de la Chine, l'UE doit avoir un projet de puissance globale. Il est plus que jamais nécessaire que d'ici la fin de la décennie que l'Europe assure 100% de notre consommation intérieure de biens stratégiques (e.g. le paracétamol, importé pour la demande européenne à 80% des seules Chine et Inde), et chaque Etat membre individuellement au moins 75%. La France, même si elle est seule sur cette doctrine, se doit de l'appliquer. La relocalisation, limitée à ces besoins stratégiques (CAE, I.MEJEAN et X.JARAVEL, 2021), est un impératif à défendre activement.

... au profit de territoires innovants et durables ...

Cette politique doit faire de chacun de nos territoires de véritables bassins de vie innovants et durables, prompts à restaurer confiance et fierté à l'époque où

de plus en plus de Français aspirent à un sens dans leur travail. Le Cercle Orion milite pour leur donner le plus beau sens : œuvrer, chacun dans son domaine, pour la souveraineté, l'excellence et la durabilité de la France d'aujourd'hui et (surtout) de demain. Œuvrer pour la France par leur emploi, mais aussi notamment par un fonds souverain alimenté par l'épargne des Français soutenant le futur Mittelstand à la française que nous appelons de nos vœux. ... dans une vision moderne, lucide et assumée de la souveraineté

Une France puissante ne serait être une France dépendante. Une France puissante ne serait non plus être une France isolée. La régionalisation de notre commerce à l'échelle européenne, notre échelle pertinente, est souhaitable, tout en poursuivant le libre-échange qui permet de tirer vers le haut d'autres régions du monde, dont par ailleurs les vulnérabilités politiques, économiques et sociales poussent leurs habitants à chercher un avenir meilleur sur notre sol — ce que la France ne peut plus garantir au regard de notre intégration de l'immigration complètement dépassée.

Dès lors, nous voulons une France souveraine, embrassant les défis de notre temps. Nous voulons une Europe qui protège, prolongeant les défenses nationales. Nous voulons une doctrine qui traduise dans les faits la "grande bascule"



Le commissaire européen Thierry BRETON présentant le 08 février 2022 son projet de "European Chips Act" visant à rétablir la souveraineté européenne sur les semi-conducteurs, avec un volet protectionniste (contesté notamment par Berlin et Amsterdam)

UN AUTOMNE DE COP

COP 27 SUR LE CLIMAT EN EGYPTE ET COP 15 SUR LA BIODIVERSITÉ À MONTRÉAL

AYMERIC DELON

Ce premier Cahier du Cercle Orion va balayer une période marquée par non une mais deux COP (pour *Conference of the Parties*) qui rassemblent les chefs d'Etat et de gouvernement et leurs délégations des pays signataires des Conventions issues du Sommet de Rio. Car il y a en plusieurs.

La plus célèbre, c'est la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CNUCC) qui porte sur les émissions de gaz à effet de serre. C'est dans ce cadre que furent adopté le Protocole de Kyoto (1997) ou encore les Accords de Paris (2015). La future COP, qui en est à sa 27ème édition, se déroulera Charm-el-Cheikh en Egypte.

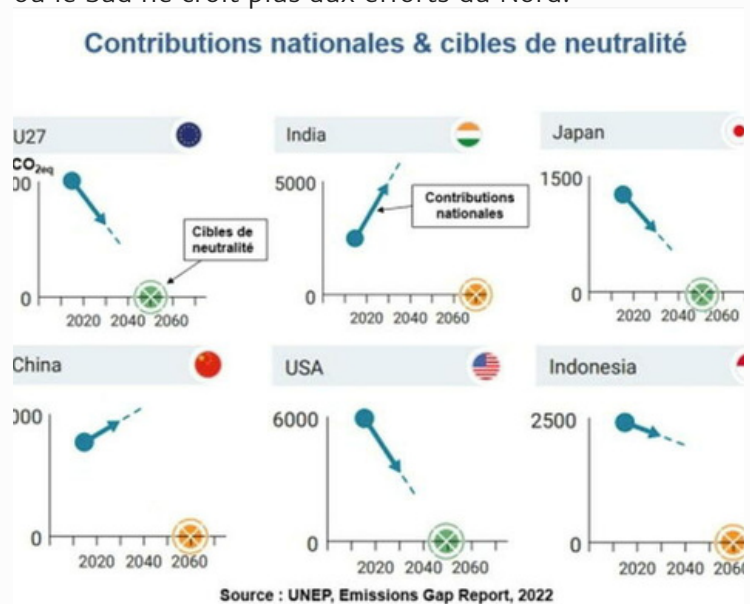
Autre convention de Rio, non moins importante : la Convention sur la diversité biologique (CBD), qui vise à protéger la biodiversité. Alors que la dernière édition du rapport *Planète Vivante* du WWF fait état d'une "baisse dévastatrice de 69% des populations d'animaux sauvages vertébrés en moins de cinquante ans", la prochaine COP (la quinzième) sur le sujet aura lieu à Montréal, quoiqu'organisée par la Chine (elle devait avoir lieu à Kunming mais a été repoussée quatre fois en raison de la stratégie "Zéro COVID" de Pékin).

L'ambition de la conclusion de ces COP est aussi jugée cruciale que prévue décevante, compte tenu des épisodes précédents. On se rappelle des larmes du président écossais de la COP 26 de Glasgow, à la suite d'un amendement fort au texte final sous la houlette de l'alliance Pékin - New Delhi. La Chine et l'Inde, qui se veulent très actives dans la diplomatie climatique à l'international et dans les investissements dans les énergies renouvelables sur le plan intérieur, demeurent dans le refus de contribuer à due charge de leurs émissions.

Les enjeux climatiques sont pourtant massifs : physiquement parlant, une particule de CO₂ émise à Paris un lundi arrive le dimanche à Pékin ou Sydney, du fait de la dynamique du brassage atmosphérique. Il n'y a dès lors pas plus multilatéral comme sujet que la protection de notre planète.

Et si cet été, marqué tant par les fortes chaleurs à répétition que par l'exigence de trouver rapidement une alternative aux énergies fossiles, nous donnait une once d'espoir ?

En tout cas, la France et l'Union européenne doivent être au rendez-vous de l'Histoire climatique en Egypte et au Canada ces prochains jours. Or, comme dans bien d'autres domaines, les acteurs qui ont le véritable levier d'action ici sont ... les Etats-Unis et la Chine, dans un contexte où le Sud ne croit plus aux efforts du Nord.



De fortes hétérogénéités des trajectoires de neutralité carbone, au grand dam de la planète (Dernier rapport "Emissions Gap" du Programme des Nations Unies sur l'environnement)

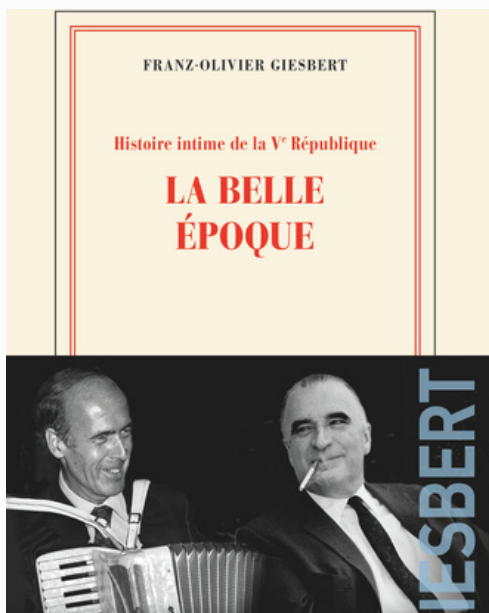
LA FRANCE D'AVANT LA CRISE

"LA BELLE ÉPOQUE" DE FRANZ-OLIVIER GIESBERT

AYMERIC DELON

Ah les années 1970 ! Une décennie où "la France semblait quasiment une et indivisible [quand] un demi-siècle plus tard, elle est en train de partir en morceau comme les pôles à l'heure de la fonte des glaces" mais aussi une époque où les maux contemporains ont germé : désindustrialisation, dette publique, immigration massive, gauchisme ...

Dans le deuxième tome de son *Histoire intime de la Ve République*, Franz-Olivier GIESBERT (FOG pour les intimes) nous livre son analyse sur une décennie marquée, entre Mai 68 et l'élection de François MITTERAND, par les magistères élyséens de Georges POMPIDOU et Valéry GISCARD D'ESTAING. Au fil des anecdotes personnelles, FOG dépeint une décennie dorée percutée lentement mais sûrement par les deux chocs pétroliers.



La Belle Époque de Franz-Olivier GIESBERT

C'est d'abord un tableau attachant de Georges POMPIDOU qui saisit : homme de culture et homme de glaise, homme de contact et homme d'argent, mais toujours défenseur de la Nation et gardien du temps gaulliste. Une ère où la France était gouvernable, et de surcroît bien gouvernée, par un grand commis de l'Etat dont on admire encore la prescience contenu dans son *Nœud gordien*.

FOG raconte aussi l'ère du gauchisme éclatant, de SARTRE, ALTHUSSER ou FOUCAULT, qui se confond dans l'idéologie la plus absolue nonobstant les crimes du stalinisme et du maoïsme. "La tentation permanente de la gauche, c'est la tentation cathare : l'exigence des Parfaits qui les conduit à rejeter comme impure toute démarche qu'ils jugent au millimètre, à la virgule [...] Ils rêvent d'une communion universelle et ne supportent pas un voisin qui se mouche" : des mots si justes et si actuels signés ... François MITTERAND (*La Rose au point*) !

Les questions de la désindustrialisation, après que la France ait œuvré alors pour être une puissance leader des nouvelles technologies, ou encore de l'immigration (avec une critique forte de la décision du Conseil d'Etat empêchant de revenir par la loi, c'est-à-dire démocratiquement, sur le regroupement familial) font l'objet de chapitres spécifiques et nous interroge.

FOG conclut en affirmant que "le peuple français, converti à la religion du déficit et de l'endettement, s'est enfermé dans la dénégation et la pensée magique [...] La France se détache du monde, elle plane". Il va jusqu'à parler de "communisme mou" pour décrire notre système de dépenses publiques, véritable "tonneau des Danaïdes". Et ainsi de conclure, en citant le Général, omniprésent dans l'œuvre, "Les Français n'ont plus de ressort. Le ressort d'un peuple, c'est l'ambition. La France ne peut se passer d'une grande ambition nationale".

A travers ces pages, où l'éditorialiste au *Point* se ramentevoie cette "Belle époque", c'est surtout en calque notre époque qui est dépeinte, où se mêle un manque d'ambition nationale et de courage politique avec une dogme de culpabilisation permanente. De la désolation doit naître, fort de l'Histoire de notre France, un "nouveau sursaut". Il en va de notre devoir !

Les Cahiers du Cercle Orion | Numéro 1 – nov. 2022

Président du Cercle Orion : Alexandre MANCINO

Vice-Président du Cercle Orion, chargé des Études : Aymeric DELON

Avec

Thibault HERRMANN et Léa SCHÜLER-ALLAL

Pour rejoindre le Cercle Orion, scannez ce QR code :

